

Mémoire du Groupe le Sport est important présenté au Comité permanent des finances dans le cadre des consultations prébudgétaires

Août 2016

Résumé

Le Groupe le Sport est important (GSI) est une coalition de plus de 80 organismes du domaine du sport, de l'activité physique et des loisirs qui croient que le sport, pratiqué de façon éthique et respectueuse des valeurs dans des milieux sûrs, inclusifs et accueillants, et accompagné d'une activité physique régulière et accessible (et des installations nécessaires à cette pratique), fait partie intégrante de la culture canadienne et du développement de notre population, des collectivités et de la nation. Des représentants du sport d'élite et des promoteurs d'initiatives favorisant une vie active et saine et l'amélioration des infrastructures sportives et récréatives ont uni leurs efforts pour présenter ce mémoire et soumettre ses recommandations à votre attention.

Dans ce mémoire, nous mettrons en lumière les priorités et les mesures qui appuient les Canadiens (avec et sans handicap) qui souhaitent être actifs physiquement de même que ceux qui poursuivent une trajectoire sportive d'élite – dans un but général d'amélioration de la santé, de bien-être et d'excellence par la pratique d'un sport et l'activité physique.

Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux du sport ont approuvé en 2012 la *Politique canadienne du sport* en tant que feuille de route définissant l'orientation et les résultats souhaités pour le sport au Canada jusqu'en 2022. En outre, *Canada Actif 20/20* et le *Cadre pour le loisir au Canada* sont des initiatives pilotées par le secteur qui ont obtenu la reconnaissance des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du Sport, de l'Activité physique et des Loisirs il y a plus de 18 mois. Elles visent à augmenter les niveaux d'activité physique des Canadiens et leur accès aux loisirs.

Le sport est important pour les Canadiens

Nous sommes un pays affermi par ses hommes et femmes, garçons et filles sportifs. Pendant que nous encourageons nos athlètes aux Jeux de Rio, leurs performances exceptionnelles seront source d'inspiration pour une nouvelle génération d'enfants canadiens. À une époque où la participation sportive diminue¹, voir nos athlètes olympiques et paralympiques rivaliser au plus haut niveau est un élément clé de la solution pour renverser cette tendance tout en aidant à inculquer un sentiment de fierté nationale – en 2010, 90 % des Canadiens ont dit que la

¹ Fondations communautaires du Canada, Fondation Sport pur, *Signes vitaux, sport et appartenance 2015*, <http://communityfoundations.ca/fr/sportetappartenance/>.

performance de nos athlètes aux Jeux de Vancouver avait eu un effet positif sur la fierté canadienne².

Trois (3) éléments clés sont nécessaires pour que nos athlètes jouissent des meilleures chances de succès possible – le soutien financier, des installations où s’entraîner et un encadrement d’élite.

En tant que milieu axé sur la haute performance, nous avons appris que la quête et l’atteinte d’un « objectif ambitieux » sont nécessaires pour mettre au défi nos athlètes, nos entraîneurs et la communauté sportive et obtenir l’appui de la population canadienne. Toutefois, si le Canada veut maintenir ou améliorer son classement mondial, d’autres investissements stratégiques seront nécessaires pour suivre le rythme des autres nations et nous rapprocher de la position de tête.

Investissements stratégiques

Programme d’aide aux athlètes (PAA)

L’appui le plus important que nous pourrions offrir consiste à augmenter l’aide financière directe aux athlètes par l’entremise du Programme d’aide aux athlètes (PAA) fédéral. Le PAA offre une allocation mensuelle et le paiement des frais de scolarité principalement aux athlètes les mieux classés au monde dans leur sport olympique et paralympique. Cette allocation varie actuellement de 900 à 1 500 \$ et n’a pas augmenté depuis 2004 alors que l’indice des prix à la consommation a augmenté de 23,25 %.

Les principaux résultats ci-dessous sont ressortis du sondage *La situation de l’athlète* (2014) que Sport Canada a mené auprès de 967 athlètes :

- les athlètes bénéficiant du soutien du PAA (athlètes brevetés) ont déclaré un revenu annuel moyen de 25 616 \$ (15 % de moins qu’en 2009), dont 11 746 \$ en moyenne provenant du PAA fédéral et 3 513 \$ de programmes d’aide provinciaux;
- le reste était ventilé comme suit : 6 850 \$ de gains d’emploi et 4 685 \$ de sources liées au sport;
- les dépenses des athlètes ont augmenté de 10 % depuis 2009 pour atteindre 3 378 \$ par mois;
- 20 % des athlètes ont contracté des dettes en raison de leur carrière sportive – la moyenne des prêts de toutes provenances pour ces athlètes s’élevait à près de 23 000 \$.

GSI (comme AthlètesCAN) recommande d’augmenter de 24 % l’aide mensuelle octroyée aux athlètes avec et sans handicap. Cela ferait passer le versement mensuel pour un brevet senior de 1 500 à 1 860 \$ par mois et pour un brevet de développement, de 900 à 1 116 \$. Cette mesure devrait être prise sans réduire le nombre d’athlètes financés. En conséquence, le budget du PAA augmenterait de 28 à 34,72 millions de dollars.

² Groupe le Sport est important (2011). *Sport 2.0: Towards A New Era in Canadian Sport*, http://sportmatters.ca/sites/default/files/content/sport_2.0_towards_a_new_era_2.0_smg.pdf [EN ANGLAIS SEULEMENT].

Investissement : 6,72 millions de dollars

Entraîneurs

Des entraîneurs de qualité sont au cœur des systèmes de haute performance fructueux. Pour permettre au Canada de continuer d'améliorer son classement mondial, nous devons augmenter la qualité et la quantité des entraîneurs et du leadership technique en améliorant systématiquement la formation, le mentorat, le maintien en poste et le recrutement des entraîneurs d'athlètes avec et sans handicap.

Une stratégie visant à améliorer l'encadrement de haute performance au Canada a été élaborée, mais nous avons besoin de ressources supplémentaires pour la mettre en œuvre. La stratégie comportera les éléments suivants : recruter et garder les meilleurs entraîneurs au Canada, former et encadrer les entraîneurs actuels et futurs du Canada et réintégrer les meilleurs entraîneurs olympiques et paralympiques dans le système sportif.

Investissement : 5 millions de dollars

Centres d'entraînement

Grâce à une aide financière importante provenant de plusieurs ordres de gouvernement, une grande campagne de construction a eu lieu entre 2005 et 2015 en vue de mettre sur pied des centres de haute performance spécialisés, le Réseau des centres et instituts du sport olympique et paralympique du Canada (le Réseau), répartis dans sept (7) régions à la grandeur du pays. Des installations multisports offrant un accès prioritaire aux athlètes et à leurs entraîneurs font partie intégrante du système sportif de nos principaux rivaux. Au Canada, il y a un urgent besoin de fournir des ressources financières suffisantes pour l'exploitation et l'entretien continus des installations du Réseau. Cet environnement dédié et ciblé permet une préparation optimale, aboutissant à des performances éblouissantes et répétées des athlètes et de leurs entraîneurs.

Sans argent frais pour couvrir les frais d'exploitation courants, l'accès réservé aux athlètes canadiens et à leurs entraîneurs est sérieusement menacé. Au cours des dernières années, nos athlètes canadiens ont eu accès au quotidien à des milieux d'entraînement de classe mondiale comparables à ceux qu'on trouve partout dans le monde. Nous risquons de perdre cet avantage puisque les exploitants d'installations cherchent à tirer des revenus d'activités récréatives et du grand public, ce qui réduit d'autant l'accès pour nos athlètes d'élite.

Investissement : 1,5 million de dollars

Sports d'équipe : Aux récents Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015, le Canada a remporté des médailles dans 13 des 16 sports d'équipe au programme. Aux Jeux olympiques d'été de 2012, le Canada s'était qualifié dans deux sports d'équipe, et ce total est passé à cinq pour 2016. Du côté paralympique, le nombre de sports d'équipe qualifiés pour les Jeux d'été est passé de trois à Londres à quatre à Rio. Si le Canada veut rivaliser avec le reste du monde sur la scène olympique et paralympique aux futurs Jeux (le baseball pour les hommes et la balle molle pour les femmes ont été ajoutés au programme de Tokyo 2020), un soutien supplémentaire sera nécessaire pour augmenter encore nos chances de médailles dans des sports d'équipe, ce qui

pourrait aussi avoir un effet sur la participation à des sports d'équipe dans l'ensemble de la population.

Investissement : 3 millions de dollars

Les principaux partenaires du sport d'élite au Canada, dont le Comité olympique canadien, le Comité paralympique canadien, l'Association canadienne des entraîneurs, les Jeux du Commonwealth Canada, le Réseau ISOP, AthlètesCAN, Sport Canada et À nous le podium, visent à créer les conditions gagnantes pour les athlètes, les entraîneurs et les organisations sportives nationales du Canada. Le sport peut être une force de changement positif puissante, il peut contribuer à l'édification du pays et nous convaincre tous d'adopter un meilleur mode de vie. **Le Sport est important!**

Recommandation 1

Que le gouvernement fédéral renforce son appui au sport d'élite au Canada en maintenant les niveaux de financement actuels et en envisageant de faire les investissements stratégiques supplémentaires dans le sport d'élite proposés ci-dessus pour des athlètes avec ou sans handicap. Investissement total pour ces recommandations : 16,22 millions de dollars par an.

Activité physique

Pour un Canada prospère et en santé, l'activité physique est la clé, si l'on considère que l'inactivité est responsable de 3,7 % des coûts des soins de santé que les contribuables canadiens doivent supporter.

Une étude récente du Conference Board du Canada révèle que même une augmentation modeste de l'activité physique des Canadiens au cours des 25 prochaines années réduirait considérablement la fréquence de maladies chroniques débilitantes comme l'hypertension, le diabète, les maladies coronariennes et le cancer. La mortalité prématurée serait réduite de 2,4 % d'ici 2020, ce qui représenterait plus de 6 600 vies sauvées¹.

Les taux de participation sportive sont en baisse – 17 % moins de Canadiens âgés de 15 ans ou plus ont participé régulièrement à la pratique d'un sport en 2010 comparativement à 1992. Même si 75 % des enfants et des adolescents âgés de 5 à 17 ans pratiquent un sport, les taux de participation plafonnent vers 10 à 13 ans, puis reculent régulièrement avec l'âge³.

Une partie de la solution à tout ce qui précède consiste à convaincre plus de Canadiens de devenir plus actifs.

¹ Fares Bounajm, Thy Dinh et Louis Theriault, *Activons-nous! L'incidence économique d'une réduction de l'inactivité et de la sédentarité*, Le Conference Board du Canada, 24 octobre 2014.

³ Fondations communautaires du Canada, Fondation Sport pur, *Signes vitaux, sport et appartenance 2015*, <http://communityfoundations.ca/fr/sportetappartenance/>.

Compte tenu de l'élimination du Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, une occasion s'offre au gouvernement du Canada de faire preuve de leadership **et** d'instaurer un véritable changement sur le plan de l'activité physique dans ce pays.

Le Groupe le Sport est important recommande ce qui suit :

Recommandation 2

Que le gouvernement fédéral travaille de concert avec les provinces et les territoires à l'établissement d'un **plan d'activité physique national coordonné**, fondé sur Canada Actif 20/20 et harmonisé avec la *Politique canadienne du sport* de 2012 et le *Cadre 2015 pour le loisir au Canada*. Canada Actif 20/20 est un excellent point de départ pour ce plan. Il s'agit maintenant de le mettre en œuvre. Ce plan établirait des objectifs quantifiables pour le pays, cernerait des mesures fondées sur des données probantes, tirerait parti des forces actuelles, établirait des stratégies pour combler les lacunes et servirait de point de mire et d'occasion pour agir de façon concertée et évaluer les résultats.

Investissement : À déterminer

Infrastructure

Si nous voulons offrir aux Canadiens des occasions de pratiquer un sport ou de participer à des activités physiques et à des loisirs pour aider à réaliser les objectifs en matière de santé et de condition physique et renverser en partie le déclin de la participation sportive dont il a été question plus tôt, nous devons aussi faire en sorte que les infrastructures nécessaires soient disponibles pour leur permettre de le faire.

Le gouvernement a pris l'engagement d'augmenter l'investissement dans les infrastructures sociales en accordant la priorité, entre autres, aux infrastructures récréatives. Des changements ont aussi été apportés au nouveau Fonds Chantiers Canada de façon à inclure les infrastructures récréatives parmi les catégories admissibles. Ces engagements sont bienvenus et nécessaires, mais insuffisants.

L'infrastructure existante s'est détériorée au point où elle représente pour beaucoup de Canadiens un obstacle à participer à des activités susceptibles d'aider à régler les problèmes susmentionnés.

Le *Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes 2016 (BRIC)* confirme le besoin criant d'investissements dans les installations sportives et récréatives des collectivités canadiennes. Il révèle que parmi toutes les catégories d'infrastructures, les infrastructures sportives et récréatives sont celles qui ont le plus besoin, dans l'immédiat, de réparations et de mises à niveau.

Nous avons aussi besoin d'un répertoire national des installations sportives et récréatives. Cela garantirait que les trois ordres de gouvernement disposent d'une base de données durable et à long terme qui les aidera à prendre des décisions stratégiques et fondées sur des données probantes au sujet des investissements dans des infrastructures sportives et récréatives.

En plus de ce répertoire, un investissement est aussi nécessaire dans la réparation et la construction d'installations.

Nous demandons au gouvernement fédéral de faire un investissement important dans deux fonds d'infrastructures distincts qui seraient destinés aux installations sportives et récréatives et qui seraient partagés avec les provinces, les territoires et les municipalités.

Recommandation 3

Que le gouvernement fédéral donne suite aux recommandations formulées par l'Association canadienne des parcs et loisirs et le Conseil canadien des installations récréatives :

- fournir 1 million de dollars pour créer un **répertoire national complet des installations sportives et récréatives** au Canada;
- créer un **fonds dédié de réparation des infrastructures sportives et récréatives** qui comporterait une **enveloppe réservée aux petites collectivités**;
- créer un **fonds dédié de construction d'infrastructures sportives et récréatives** qui comporterait une **enveloppe réservée pour les collectivités urbaines comptant d'importants groupes ethniques**. Ce fonds tiendrait compte de la population croissante et vieillissante et des caractéristiques démographiques de plus en plus diversifiées de certaines collectivités canadiennes.

Nous demandons au gouvernement fédéral d'engager en tout **1,2 milliard de dollars par an pour les dix prochaines années dans ces deux fonds dédiés pour les infrastructures sportives et récréatives**. Cette demande ne représente que **10 % des 120 milliards de dollars de dépenses d'infrastructures prévues sur dix ans** – un petit investissement pour aider à protéger la santé de nos citoyens et de nos collectivités et la pérennité du réseau des soins de santé.